

JUGEMENT N°102/20/CJ1/SII/TCC  
Du 23 Juillet 2020

REPUBLIQUE DU BENIN  
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU  
PREMIERE CHAMBRE DE JUGEMENT

SECTION II

COMPOSITION

Rôle Général

BJ/TCC/2019/1008

Yves KAKANAKOU  
(*Me Layo Prisca OGOUBI*)

**Président** : Romain KOFFI

**Assesseurs** : Cyprien TOZO et Laurent SOGNONNOU

**Ministère Public** : Mario Elonm METONOU

**Greffier** : Jacques HOUEGBE

Débat le 02 juillet 2020 ;

C/

Jugement contradictoire en premier ressort prononcé à l'audience publique du 23 juillet 2020 ;

SOTIBE SARL  
(*Me Robert HOUNKPATIN*)

PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR :

OBJET

**Yves KAKANAKOU** Promoteur des Etablissements BEYKANAK SAVEURS, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Agblangandan, tél : 97 72 10 89/21 00 22 31 ;

Opposition à ordonnance d'injonction de payer

*Assisté de Maître Layo Prisca OGOUBI, Avocat au Barreau du Bénin ;*

DEFENDERESSE :

**Société de Transformation Industrielle du Bénin (SOTIBE) SARL**, inscrite au registre du commerce et du crédit mobilier de Cotonou sous le numéro RB/ABC/13B 125, N° IFU : 23131258319, dont le siège social est sis au carré S/B Gbétagbo, Akassato, BP 2681, Tél : 66 48 78 76, email : [info@sotibe.net](mailto:info@sotibe.net) Abomey-Calavi, prise en la personne de son gérant, Daniel

MAURICE,, demeurant et domicilié ès qualité audit siège ;

*Assistée de Maître Robert HOUNKPATIN, Avocat au Barreau du Bénin ;*

## **LE TRIBUNAL**

*Vu les pièces du dossier ;*

*Où les parties en leurs prétentions et moyens ;*

*Après avoir délibéré ;*

Yves KAKANAKOU a conclu avec la SOTIBE SARL, un contrat de distribution de produits laitiers et de jus de fruits et de concentré de tomate fabriqués par celle-ci ;

Se prévalant d'une créance de sept millions sept cent cinquante-six mille six cent quatre-vingt-dix-neuf (7.756.699) francs CFA sur Yves KAKANAKOU dans le cadre de cette relation d'affaires, la SOTIBE SARL a obtenu du Président du tribunal de commerce de Cotonou, l'ordonnance d'injonction de payer n°166/2019 du 08 octobre 2019 qui enjoint à Yves KAKANAKOU de payer ladite somme ;

Par acte du 09 décembre 2019, Yves KAKANAKOU a formé opposition à ladite ordonnance et a attiré devant le tribunal de commerce de Cotonou, la SOTIBE SARL pour obtenir :

- l'annulation de la signification du 26 novembre 2019 de ladite ordonnance ;
- la rétractation de cette ordonnance ;
- la condamnation de la SOTIBE SARL au paiement de la somme de dix millions (10.000.000) francs CFA à titre de dommages-intérêts ;

Au soutien de son action, Yves KAKANAKOU expose que depuis la signature du contrat, il a toujours renvoyé les divers produits avariés à la fin de chaque semaine à la SOTIBE SARL qui refuse à chaque foi de changer ou même de récupérer les produits avariés ;

Qu'il en a fait dresser un procès-verbal de constat et d'inventaire le 31 mars 2018 ;

Que l'ordonnance d'injonction de payer a été délaissée au gérant des Etablissements BEYKANAK SAVEURS alors qu'un Etablissements est dépourvu de la personnalité juridique ;

Qu'il est mentionné dans l'exploit de signification de l'ordonnance d'injonction de payer : « *pour être recevable, l'opposition doit être formée par acte extrajudiciaire et portée devant le président du tribunal de commerce de Cotonou statuant en matière civile* » ;

Que la juridiction mentionnée n'est pas celle qui doit connaître de l'opposition à injonction de payer ;

Que le montant de 3.263.406 francs CFA objet de la reconnaissance de dette du 09 mai 2016 a été déjà effacé par les termes du contrat écrit les liant ;

Que le montant de 4.493.293 francs CFA contenu dans la lettre de rupture du contrat du 17 février 2018 n'a pas été contradictoirement arrêté ;

Qu'aucun inventaire du stock disponible n'est intervenu ;

Que la créance n'est ni certaine, ni exigible ;

Que la rupture du contrat intervenu sans préavis lui a causé des préjudices qu'il évalue à dix millions (10.000.000) francs CFA ;

La SOTIBE SARL résiste à ces prétentions et développe qu'elle a d'abord conclu un accord verbal avec Yves KAKANAKOU ;

Qu'un contrôle a révélé à la charge de celui-ci en mai 2016 un déficit de 3.263.406 francs CFA et il délivré une reconnaissance de dette du 09 mai 2016 à cet effet ;

Que sur le second contrat de distribution du 02 janvier 2017, un contrôle a révélé 4.493.293 francs CFA à sa charge ;

Que sa créance s'élève à sept millions sept cent cinquante-six mille six cent quatre-vingt-dix-neuf (7.756.699) francs CFA ;

Que le délai maximum de paiement pour le premier contrat intervient au plus tard juste après leur vente ;

Que le délai de paiement pour le second contrat a expiré ;

Que sa créance est exigible ;

### **1- Sur la signification de l'ordonnance d'injonction de payer**

Attendu que la signification de requête et d'ordonnance d'injonction de payer du 26 novembre 2019 a été faite à Yves KAKANAKOU à personne ;

Que l'Etablissement BEYKANAK SAVEURS n'est que le nom commercial de Yves KAKANAKOU ;

Que même si l'acte a aussi mentionné ledit Etablissement comme destinataire, il ne comporte que la signification à Yves KAKANAKOU ;

Que c'est à tort que celui-ci demande l'annulation de la signification pour avoir été signifié à un Etablissement ;

Attendu également que si l'article 8 de l'Acte Uniforme impose la mention de la juridiction devant laquelle l'opposition doit être portée dans l'acte de signification de l'ordonnance d'injonction de payer, cette mention ne peut être qu'à titre indicatif dès lors qu'il incombe à la juridiction saisie d'examiner sa propre compétence ;

Attendu que malgré l'indication dans la signification d'ordonnance d'injonction de payer sus indiquée du « *Président du Tribunal de Commerce de Cotonou, statuant en matière civile* », Yves KAKANAKOU est parvenu à saisir la juridiction compétente ;

Que la saisine de la juridiction compétente, finalité recherchée par le législateur est atteinte ;

Qu'il y a lieu de rejeter la demande d'annulation de la signification de requête et d'ordonnance d'injonction de payer du 26 novembre 2019 ;

## **2- Sur la rétractation de l'ordonnance d'injonction de payer**

Attendu que l'article 1<sup>er</sup> de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution dispose en son article 1<sup>er</sup> : « *Le recouvrement d'une créance certaine, liquide et exigible peut être demandé suivant la procédure d'injonction de payer* » ;

Attendu qu'une créance est certaine lorsque son existence n'est pas contestée ;

Qu'il ne suffit point pour le débiteur d'élever une contestation pour anéantir le caractère certain de la créance dès lors que l'existence de la créance résulte des éléments du dossier ;

Attendu qu'il résulte de l'examen des pièces du dossier notamment de la reconnaissance de dette du 09 mai 2016 que Yves KAKANAKOU se reconnaît débiteur de la SOTIBE SARL de la somme de trois millions deux cent soixante-trois mille quatre cent six (3.263.406) francs CFA et s'est engagé à la payer à raison de cent vingt mille (120.000) francs le mois à compter du mois de mai 2016 ;

Qu'aucune pièce justifiant le respect de cet engagement n'est versée au dossier ;

Attendu que le contrat du 02 janvier 2017 en stipulant au deuxième paragraphe de son point 10 : « *Le Distributeur ne pourra transférer le présent contrat à un tiers sans accord préalable et écrit de SOTIBE SARL. Ce contrat ainsi que les conditions générales de vente, dans la mesure où elles ne sont pas en contradiction avec le présent contrat, constituent l'intégralité de l'accord entre les parties et annulent et remplacent tous accords antérieurs* », ne peut avoir pour effet, d'emporter la reconnaissance de dette antérieurement délivrée par Yves KAKANAKOU ;

Que ce contrat de distribution ne fait aucune référence à la relation d'affaire antérieure entre les parties et ne peut valoir novation ;

Attendu en outre que dans la correspondance portant rupture du contrat en date du 17 février 2018, la SOTIBE a, tout en annonçant le montant de 4.493.293 francs CFA révélé par un contrôle, invité Yves KAKANAKOU à se rapprocher de ses services financiers et administratifs le 19 février 2018 à 9 heures afin de faire le point des états comptables et de procéder à leur régularisation ;

Que celui-ci ne justifie point avoir déferé à l'invitation aux fins d'effectuer un point de la situation comptable ;

Qu'il n'a non plus élevé la moindre contestation face à cette correspondance jusqu'à la signification de l'ordonnance d'injonction de payer ;

Que le procès-verbal de constat et d'inventaire qu'il a fait établir plus d'un mois après avoir reçu la lettre de rupture du contrat de distribution en date du 17 février 2018 ne peut l'exonérer de son obligation de paiement de sa dette ;

Qu'au demeurant, aucun terme suspensif de l'exécution de ses engagements n'est rapporté au dossier ;

Que c'est à tort qu'il conteste les caractères certains et exigibles de la créance de la SOTIBE SARL ;

Qu'il y a lieu de rejeter la demande de rétractation d'ordonnance et de le condamner au paiement de la créance réclamée ;

### **3- Sur l'exécution provisoire sur minute**

Attendu que l'exécution provisoire lorsqu'elle n'est pas de droit peut être accordée dans la limite de la moitié de la condamnation pécuniaire en cas d'urgence ou de péril en la demeure ;

Que l'exécution sur minute ne peut être accordée quant à elle que si le temps nécessaire à la délivrance de la grosse risque d'engendrer un préjudice irréparable ;

Attendu que la SOTIBE SARL ne peut maintenir ses activités que si les distributeurs de ses produits honorent diligemment leur obligation de paiement à son égard ;

Que le silence observé par Yves KAKANAKOU en dépit de la reconnaissance de dette qu'il a délivrée lui-même traduit le péril nécessaire à l'exécution provisoire sollicitée par la SOTIBE SARL ;

Qu'il y a lieu d'y faire droit ;

Mais attendu que la demande d'exécution sur minute n'est pas justifiée ;

Qu'il y a lieu de la rejeter ;

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Rejette la demande d'annulation de la signification de requête et d'ordonnance d'injonction de payer servie le 26 novembre 2019 à Yves KAKANAKOU à la requête de la SOTIBE SARL ;
- Rejette également la demande de rétractation de l'ordonnance d'injonction de payer n°166/2019 rendue par le Président du tribunal de commerce de Cotonou le 08 octobre 2019 ;
- Condamne Yves KAKANAKOU à rembourser à la SOTIBE SARL, la somme de sept millions sept cent cinquante-six mille six cent quatre-vingt-dix-neuf (7.756.699) francs CFA ;
- Ordonne l'exécution provisoire de la condamnation pécuniaire ainsi prononcée à hauteur de moitié ;

- Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute ;
- Condamne Yves KAKANAKOU aux dépens.

ONT SIGNE

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**